



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 44'450
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 660.15
Abo-Nr.: 1060231
Seite: 13
Fläche: 43'326 mm²

La recherche et le développement doivent rester en Suisse

**Georg von Krogh
et Martin Naville**



La liste du classement de l'*European Innovation Scoreboard 2010* est réjouissante: la Suisse est le pays le plus innovant du monde. Dans de nombreux domaines en effet, les hautes écoles et les entreprises suisses fournissent des prestations de renommée mondiale et permettent à l'économie suisse d'occuper une position de pointe à l'échelon mondial.

Ces dernières semaines, il y a eu quelques gros titres négatifs à la une dans la presse: Novartis délocalise à l'étranger des postes de travail hautement qualifiés dans les domaines de la recherche et du développement (R&D). Kudelski, l'une des entreprises high-tech leaders en Suisse romande, prévoit elle aussi de faire la même chose. D'ailleurs, certains des grands centres de R&D d'entreprises suisses se trouvent aujourd'hui déjà à l'étranger, par exemple OC Oerlikon à Shanghai ou Novartis à Boston. Une étude menée par KPMG et la Chambre de commerce suisse-américaine et publiée récemment révèle que 55% des entreprises qui exploitent un département de R&D en Suisse prévoient une réduction de ces activités au cours de ces cinq prochaines années. L'auteur sait que ce n'est malheureusement pas qu'une simple projection mais que toute une série d'entreprises

prennent d'ores et déjà des mesures concrètes de réduction. Où est donc le problème?

La réussite de la Suisse, décrite comme la «championne du monde en R&D», repose sur trois piliers principaux: un système de haute école de premier ordre, d'excellentes agences de financement et une forte collaboration entre les universités et le secteur privé. Ces trois piliers ne se sont pas effondrés, mais de nombreux autres pays, en concurrence avec la Suisse dans la lutte pour obtenir les meilleurs cerveaux et les plus larges budgets de recherche, ont comblé leur retard. Pour de nombreuses entreprises, il est devenu attractif de délocaliser à l'étranger les fonctions R&D – à savoir plus près des grands marchés – et d'avoir ainsi accès à de bons scientifiques qui y coûtent souvent moins cher. Des nations telles que Singapour, l'Inde, Taiwan, Israël et la Chine ont lancé des programmes étatiques massifs afin de devenir plus attrayants pour la recherche. Et des pays qui l'ont toujours été – tels que les Etats-Unis – sont devenus environ 35% meilleur marché pour les entreprises suisses au cours de ces deux dernières années. Du fait de la cherté du franc suisse, les coûts en personnel R&D en Suisse ont augmenté. Selon une récente étude d'UBS, les dépenses salariales à Zurich sont de 50 à 100% plus élevées que pour des postes équivalents non seulement à Munich, Francfort, Londres ou Amsterdam mais aussi à Boston ou dans la Silicon Valley. En outre, la Suisse ne dispose pas d'une vaste offre en ingénieurs, chimistes, biologistes et

autres scientifiques, cela malgré l'accord de libre circulation conclu avec l'Union européenne. La Suisse a été louée à maintes reprises, mais recevoir des éloges ne suffit pas à faire «bouillir la marmite».

Pour la Suisse, il est capital de conserver son avance dans le domaine de la recherche et du développement. Notre pays ne possède pas de richesses naturelles du sous-sol dignes d'être mentionnées, les marchés autochtones sont d'une envergure limitée et des coûts salariaux bas ne constitueront jamais l'une des forces du pays. Devons-nous alors forcément nous faire à l'idée d'un déclin lent mais inéluctable? Non, nous avons tout pour réussir, à l'avenir également. Nous ne devons pas nous complaire dans l'autosatisfaction, mais au contraire renforcer l'innovation à l'échelon national, promouvoir la renommée de cerveaux innovants et entreprenants, de manière à ce que cette voie soit un objectif qui motive la jeune génération. Et il n'y a quasi rien d'aussi important pour la prospérité de la Suisse sur le long terme.

Heureusement, nous pouvons nous appuyer sur d'excellentes prestations préalables. Nous ne devons pas réinventer la roue, mais il importe de faire davantage. Il existe déjà des investissements

La Suisse devrait, sur le plan fiscal, traiter les activités de R&D de façon au moins équivalente à la



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 44'450
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 660.15
Abo-Nr.: 1060231
Seite: 13
Fläche: 43'326 mm²

moyenne internationale

des pouvoirs publics en faveur des R&D mais, par rapport à ce qui se fait à l'étranger, ils sont encore très modestes dans de nombreux secteurs. Pourtant, ils sont justement d'une importance décisive pour l'attractivité de la Suisse en tant que site de R&D, car ils lancent un signal fort tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il convient de continuer à renforcer la collaboration entre les hautes écoles et les entreprises. En la matière, les deux EPF, à Lausanne et à Zurich, ont de remarquables réussites à leur actif. Des entreprises établies tirent elles aussi profit de la création de nouvelles structures dans leur environnement. A cet égard, les 240 entreprises spin-off créées depuis 1996 rien qu'à l'EPF Zurich constituent un grand pas en avant. Le potentiel est cependant bien plus grand. Nous devrions créer un nouveau centre névralgique basé à la haute école et destiné aux

chercheurs et aux étudiants qui souhaitent créer une entreprise. Les étudiants, les entrepreneurs et les chercheurs pourraient y œuvrer ensemble pour mettre au point de nouvelles idées commerciales. Il convient d'intégrer davantage l'entrepreneuriat et le savoir en matière de gestion dans le curriculum technique des hautes écoles. Par ailleurs, l'encouragement à la création de sites peut et doit se concentrer beaucoup plus fortement sur la promotion d'entreprises et de fonctions de recherche et de développement. La Suisse devrait aussi, sur le plan fiscal, traiter les départements de R&D de manière au moins équivalente à la moyenne internationale. L'étude mentionnée plus haut a démontré qu'en la matière, notre pays se situe bien loin derrière ses concurrents internationaux.

Pour la Suisse, la recherche et le développement ne sont pas simplement un plus à la manière de la confiture sur une tranche de pain, mais qu'ils sont, pour l'avenir de

notre pays, le pain, le beurre et la confiture. Sans avancée en matière de recherche et de développement, il n'y a pas de raison que la Suisse ait, à l'avenir, plus de succès que les autres pays d'Europe ou du monde.

.....
Georg von Krogh est professeur de management stratégique et d'innovation à l'EPF Zurich. Norvégien, il a siégé au sein du conseil d'administration ou de séminaires consultatifs de diverses entreprises et organisations, notamment PwC et UBS.

Martin Naville est CEO de la Chambre de commerce suisse-américaine depuis 2004. Auparavant, il a exercé durant 16 ans une activité auprès du Boston Consulting Group (BCG) à Munich, Zurich et New York.